

**INTERDICTION DE LA VENTE DE BOISSONS ALCCOLISEES A EMPORTER**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2211-1 et L.2212-1 et suivants, et L.2213-1 et suivants ;

**VU** le Code Pénal,

**VU** le Règlement Sanitaire Départemental

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment son article L3332-13 qui dispose que « Sans préjudice de son pouvoir de police générale, le maire peut fixer par arrêté une plage horaire, qui ne peut débuter avant 20 heures et qui ne peut s'achever après 8 heures, durant laquelle la vente à emporter de boissons alcooliques sur le territoire de la commune est interdite ».

**VU** l'arrêté préfectoral du 12 août 2022 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département de Vaucluse ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 relatif à la police des débits de boisson dans le département de Vaucluse,

**VU** l'arrêté municipal n°1067/2017 du 18 juillet 2017 réglementant l'accès aux parcs publics de la ville,

**VU** l'arrêté municipal n° AR/31/6.1.3/20230403 portant interdiction de la vente de boissons alcoolisées à emporter de 22h à 8h sur certaines parties du territoire communal,

**VU** l'arrêté n°AR/31/6.1.3/20230628/1003 portant interdiction d'ouverture des commerces de type « Epicerie de nuit » de 22h à 8h,

**CONSIDERANT** qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité, la salubrité et la tranquillité publiques,

**CONSIDERANT** la nécessité de prévenir les phénomènes d'alcoolisme notamment dans les espaces publics,

**CONSIDERANT** que la vente d'alcool à emporter à une heure tardive est susceptible d'engendrer l'accroissement de troubles et de nuisances liés aux rassemblements de personnes consommant de l'alcool la nuit et ce malgré l'interdiction d'en consommer dans les espaces publics de la Commune,

**CONSIDERANT** également qu'elle engendre du stationnement gênant et bruyant de véhicules aux abords des établissements proposant de la vente d'alcool à emporter,

**CONSIDERANT** que les mesures prises par les villes voisines risquent d'entraîner l'augmentation de la fréquentation des établissements montiliens et l'augmentation des risques et nuisances potentiels,

**CONSIDERANT** que la consommation d'alcool est déjà interdite dans la plupart des parcs publics de la ville,

**CONSIDERANT** les risques pour la santé, notamment celle des mineurs, et pour la sécurité routière que constitue une consommation excessive d'alcool,

**CONSIDERANT** que ce phénomène n'est pas spécifique à la saison estivale compte tenu de la météo clémente de notre région,

**ARRETE****Article premier :**

Les arrêtés n° AR/31/6.1.3/20230403 du 3 avril 2023 portant interdiction de la vente de boissons alcoolisées à emporter et n° AR/31/6.1.3/20230628/1003 du 28 juin 2023 portant interdiction d'ouverture des commerces de type « Epicerie de nuit » de 22h à 8h sont abrogés à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 2 :**

Dorénavant, du 1er janvier au 31 décembre sur l'ensemble du territoire communal, la vente de boissons alcoolisées à emporter est interdite :

De 22h à 4h du matin du lundi soit au vendredi matin

De 22h à 8h du matin du vendredi soir au lundi matin

**Article 2 :**

Les boissons objets de la présente interdiction sont les boissons alcoolisées définies comme telles par l'article L3321-1 du Code de la Santé Publique.

**Article 3 :**

Ne sont pas concernées par la présente interdiction :

Les boissons à consommer sur place vendues par les détenteurs de licences restaurant ou de licence IV à conditions qu'ils exercent légalement leur activité y compris sur le domaine public ;

Les boissons à consommer sur place vendues lors de manifestations régulièrement autorisées.

**Article 4 :**

Le présent arrêté prendra effet dès sa publication et sa notification aux commerçants concernés par la vente d'alcool à emporter.

**Article 5 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées, poursuivies et réprimés conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes, dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, et de sa transmission au représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens», accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit à compter de la notification de la décision de l'autorité territoriale, soit à compter de la date implicite de rejet de réclamation.

**Article 7 :**

Madame le Commissaire chef de la circonscription de Police Nationale de Carpentras-Monteux, Madame le Chef de la Police Municipale de Monteux sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et dont un exemplaire leur sera transmis.

Monteux, le 19 octobre 2023

Christian GROS

**ACTE EXECUTOIRE**

Transmis le : 24.10.2023

Publié le : 24.10.2023